

Finances publiques. Les syndicats craignent un « grand chamboule-tout »



Les quatre délégués syndicaux (Solidaires, CFDT, CGT et FO) ont fait le tour des centres de finances publiques, ici devant celui de Vannes, pour informer les agents et appeler à la mobilisation. (Photo Laurent Guenneugues)

Sur les 900 agents travaillant dans les centres de finances publiques morbihannais, ils anticipent 250 à 300 suppressions de postes dans les trois ans... Les délégués syndicaux (CGT, FO, Solidaires et CFDT) étaient, ce jeudi matin, à Lorient, et l'après-midi à Vannes, pour informer les agents et les appeler à la mobilisation et à la grève en septembre. Ils craignent un « démantèlement du réseau de proximité » avec la réforme initiée par leur ministre Gérald Darmanin et parlent de « grand chamboule-tout ». À l'horizon 2022, le centre d'Auray devrait fermer, de même que plusieurs petites trésoreries, notamment Gourin, Baud, Locminé, Questembert et La Roche-Bernard.

« Le seul but, c'est de supprimer des postes pour faire des économies budgétaires, sans prendre en compte le service aux usagers qui devront se déplacer plus loin », estime Yannick Le Sausse (Solidaires). Le développement du numérique, selon eux, laisse certains contribuables sur la touche : « Tout le monde n'est pas à l'aise avec les ordinateurs, surtout en matière fiscale, note Christophe Rissel (CGT). Beaucoup ont besoin d'un être humain derrière un guichet pour répondre à leurs questions et les aider ».